

«Les Suisses soustraient 18 milliards par année»

Les socialistes lancent le débat sur la fiscalité

Fabian Muhieddine Berne

Il n'y a pas que les Allemands, les Français et les Américains qui fraudent le fisc: les Suisses, aussi! C'est, en substance, le débat que les socialistes aimeraient lancer sous la Coupole fédérale. Aujourd'hui ou au plus tard demain, le Conseil national se penchera effectivement sur une motion du groupe socialiste qui propose des mesures «de lutte contre la soustraction fiscale en Suisse».

C'est la conseillère nationale bernoise Margret Kiener Nellen qui porte le dossier au sein du parti. Et elle n'hésite pas à avancer un chiffre des plus alarmants: «Selon mon estimation, rien que pour l'impôt sur le revenu, les Suisses soustraient 18 milliards de francs par année. Il s'agit d'un calcul qui englobe les trois niveaux: impôts fédéral, cantonal et communal.» Pour arriver à ce résultat, la conseillère nationale s'est basée sur une étude publiée par deux professeurs d'économie.

Difficile évidemment de vérifier ce chiffre, mais la socialiste rappelait hier dans la salle des pas perdus: «Même le Conseil fédéral a admis en 2010 lors d'une réponse à une de mes interventions parlementaires que la morale fiscale en Suisse s'était nettement détériorée.»

Cinq mesures

Le groupe socialiste propose donc cinq mesures. «Et j'insiste pour que le parlement vote séparément sur chacune d'entre elles, bien qu'il y ait de fortes chances qu'il les refuse toutes», précise Margret Kiener Nellen.

Cette dernière aimerait d'abord augmenter les effectifs de l'Administration fédérale des contributions (AFC) pour que des contrôles plus nombreux soient effectués dans le cadre de l'impôt fédéral direct, de l'impôt anticipé et de la TVA. «Il y a beaucoup de monde dans cette administration. Mais, ils travaillent pour les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Angleterre. Actuellement, ils négocient avec la Grèce et l'Italie. Mais qui travaille encore pour le fisc suisse?»

Deuxième proposition: une meilleure collaboration avec les autorités cantonales pour éviter les retards et le dépassement des délais de prescription dans le ca-



Margret Kiener Nellen (BE) gère pour les socialistes le dossier sur la fraude fiscale. KEYSTONE

dre des enquêtes et des procédures pénales en matière fiscale.

Le PS demande encore des statistiques pénales au niveau national. Davantage de demandes d'assistance administrative dans le domaine fiscal auprès des pays partenaires. Entre 2011 et 2012, la Suisse en a fait seulement trois!

Pour finir, le parti demande que la Confédération conclue des accords d'échanges de renseignements en matière fiscale avec les centres offshore financiers, comme les îles Caïmans ou les Bahamas, car, Margret Kiener Nellen

en est convaincue, c'est là que l'argent des Suisses s'en va.

Belle villa et zéro impôt

Et inutile d'essayer de convaincre l'ancienne syndic de Bolligen (BE) que l'évasion fiscale n'existe pas en Suisse: «Rien que pour ma petite commune, j'ai vu des choses incroyables, comme des gens avec une villa luxueuse et zéro franc d'impôt. J'ai aussi eu le cas d'un académicien qui avait une boîte postale pour seule adresse connue. Ou encore des dentistes qui font des rabais de 20% à leurs clients

s'ils paient comptant...» Devant le parlement, le PS aura peu de soutien. Même le Conseil fédéral, qui dit «voir d'un œil positif certaines des demandes de la motion», propose son rejet. Il faut dire qu'Eveline Widmer-Schlumpf a tenté, en parlant de «justice fiscale», d'élaborer un projet pour permettre aux Cantons d'obtenir les mêmes informations que certains Etats étrangers. Cela reviendrait à éliminer au niveau suisse la distinction entre soustraction et fraude fiscale. Pour l'instant, une levée de boucliers de la droite bloque le dossier.

La droite n'y croit pas

Isabelle Chevalley (Vert'lib./VD)



«Tous ceux qui paient leurs impôts voient bien qu'il est compliqué de frauder en remplissant sa déclaration

d'impôt. Et je peux vous assurer, comme indépendante, que les contrôles sont strictes. On m'a même demandé un justificatif pour un billet de train! Je reste convaincue que la fraude est peu répandue en Suisse. Vouloir viser un taux de 100% est impossible ou alors on entre dans une logique qui consiste à diminuer la sphère privée des gens, et c'est inadmissible.»

Christian Lüscher (PLR/GE)



«C'est du délire total, ces 18 milliards! Ce chiffre est avant tout destiné à faire peur et à flatter l'électorat

socialiste. Nous avons un système basé sur la confiance mutuelle entre le citoyen et l'Etat. Et je suis certain qu'il fonctionne à quelques rares exceptions. Inutile donc d'en changer. Pour preuve, les recettes de la Confédération n'ont cessé d'augmenter ces dernières années. Comment l'expliquer si ce n'est par le fait que les contribuables jouent le jeu?»

Oskar Freysinger (UDC/VS)



«Pas question de transformer les opérations fiscales en opérations de police et d'instaurer une suspicion

constante. Notre système repose sur la responsabilité du citoyen-souverain. Et comme c'est lui qui fait sa déclaration d'impôt, la distinction entre soustraction et fraude est importante: un oubli ne doit pas devenir un délit pénal mais être, tout au plus, sanctionné d'une amende. Je préfère l'existence de quelques tricheurs qu'une remise en question de notre système.»